



Note d'orientation

no. 1 | 2019

Le rôle des inégalités horizontales dans l'émergence des conflits dans les pays de migration

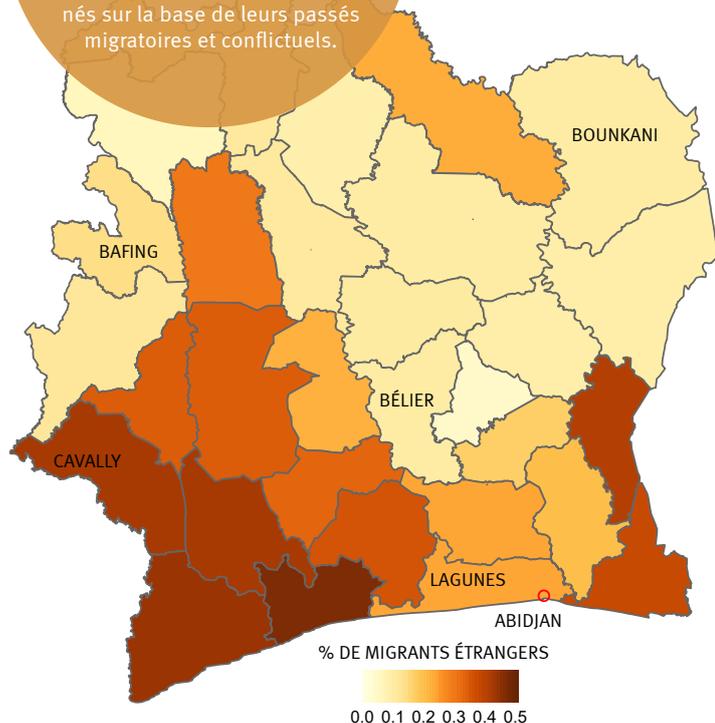
Dans un contexte marqué par des flux migratoires soutenus, les inégalités horizontales structurelles contribuent à accroître les risques de violence nativiste. Comme le montre notre étude menée en Côte d'Ivoire, le manque d'attention accordée à ces deux problèmes a nui aux efforts déployés afin de promouvoir des relations pacifiques entre migrants et autochtones.

La photo ci-dessus a été prise à Grand-Béréby, sur la côte sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Dans ce village, la majorité des hommes sont des pêcheurs. Leurs bateaux arborent les drapeaux de différents pays à des fins décoratives et en souvenir de leur région d'origine ou de leurs rêves. © Abbas Makke

MESSAGES CLÉS

- Des violences politiques entre autochtones et immigrants ont été observées dans de nombreux pays. Toutefois, les mécanismes qui sous-tendent le lien entre migrations et violences politiques sont encore mal compris.
- Les inégalités horizontales, entre autochtones et migrants, sont des facteurs clés pour comprendre quand et où surviennent les violences contre les migrants.
- Pour prévenir l'éruption d'une violence nativiste, nous recommandons que les décideurs politiques prennent des mesures pour promouvoir l'inclusion politique et économique des groupes autochtones, en particulier dans un contexte de fortes migrations.

L'enquête de terrain s'est déroulée dans cinq régions différentes de Côte d'Ivoire: Bafing, Béliér, Bounkani, Cavally et Lagunes. Les sites d'étude ont été sélectionnés sur la base de leurs passés migratoires et conflictuels.



Ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest, la République de Côte d'Ivoire est une terre de migrations. Le pays a été par le passé une oasis de stabilité et de développement économique dans la région mais, depuis les années 1990, plusieurs épisodes de violence ont retenu l'attention de la communauté internationale.

Si les épisodes de violence nativiste ont été peut-être plus visibles dans les années 1990 et au début des années 2000, les migrations restent toujours un sujet politique important, comme le montrent les récentes flambées de violence dans les régions de l'ouest et du nord du pays. Entre 2012 et 2018, nous avons dénombré près d'une douzaine de cas individuels de violences communautaires en Côte d'Ivoire (Glodé et al. 2018).

Les migrations s'accompagnent souvent de troubles sociaux, mais les mécanismes sous-jacents sont mal connus. Nous avons par conséquent décidé d'enquêter sur le cas de la Côte d'Ivoire, car les migrations et les inégalités entre les différents groupes sociaux sont des aspects pertinents pour comprendre les processus locaux de violence.

Grâce à une étude de cas réalisée en Côte d'Ivoire, nous avons montré en quoi les inégalités horizontales et leurs perceptions sont un chaînon manquant important pour comprendre quand et où les violences autochtones éclatent.

Les **inégalités horizontales** sont des inégalités d'ordre économique, social, politique ou culturel entre groupes ethniques. Autrement dit, il s'agit d'inégalités structurelles entre des groupes ethniques et religieux clairement définis, par exemple en termes de droits politiques ou de richesse économique. Bien que conceptuellement semblables, elles diffèrent des inégalités individuelles, en ce sens que l'unité de comparaison est le groupe et non pas l'individu (Stewart 2008). Une étude récente apporte la preuve tangible d'un lien entre inégalités horizontales et guerres civiles (Cederman et al. 2013).

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Notre étude est fondée sur une approche de recherche qualitative et explore deux questions principales. Dans un premier temps, nous avons voulu comprendre quand l'immigration génère de la violence entre autochtones et migrants. Dans un second temps, nous avons tenté d'expliquer comment les inégalités entre les différents groupes ethniques conditionnent l'émergence de la violence nativiste.

Notre étude a été menée au moyen d'une méthodologie qualitative. Les données ont été collectées dans les principales régions du pays (Bounkani au nord-est du pays, Bafing au nord-ouest, Béliér au centre, Cavally à l'ouest et Lagunes au sud). Les sites d'étude ont été choisis en raison des épisodes de violence nativiste qu'ils ont connus récemment, en particulier après la crise électorale de 2010/2011. Des entretiens individuels et des groupes de discussion ont été organisés pendant l'enquête de terrain en 2017/2018 afin d'appréhender la manière dont les inégalités politiques, économiques et sociales sont perçues en Côte d'Ivoire. Des entretiens individuels semi-structurés ont été menés avec des autorités administratives locales, des autorités villageoises, des chefs de communauté et des membres de diverses communautés locales et de migrants.

Des groupes de discussion ont été tenus séparément avec des membres de communautés autochtones et allochtones (migrants internes, étrangers).

Contexte migratoire

La République de Côte d'Ivoire est située dans le golfe de Guinée. Ce pays fait environ la taille de la Pologne et compte plus de vingt millions d'habitants. Les frontières de cette ex-colonie française ont été tracées arbitrairement, en se souciant

La population de Côte d'Ivoire se compose pour près d'un quart d'immigrés. En outre, une part significative de la population ivoirienne descend de populations ayant migré par le passé vers l'actuelle Côte d'Ivoire. Les immigrants internationaux sont principalement originaires de pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).¹ Outre les migrations internationales, les migrations internes sont aussi considérables, en particulier depuis les régions du centre et du nord du pays vers les zones sud et ouest. La Côte d'Ivoire était une terre d'immigration bien avant l'indépendance du pays. Le développement économique rapide et une politique d'encouragement des migrations pour soutenir les filières du cacao et du café ont engendré une hausse tout aussi rapide de l'immigration après l'indépendance en 1960 (Chauveau 2000, Michell 2011). Aujourd'hui, la population du pays est constituée d'une mosaïque de plus de soixante groupes ethniques, que l'on peut globalement classer en quatre grands groupes linguistiques et culturels : Akan, Krou, Mandé du Nord et du Sud ainsi que les Voltaïques (Gur).²

Les inégalités intergroupes : un facteur clé des violences liées aux migrations

Les flux migratoires en Côte d'Ivoire sont majoritairement ruraux, mais inégalement répartis sur le territoire, avec une

¹ Le Burkina Faso est le premier pays d'origine des immigrés, avec 61,5 % de l'ensemble des migrants, suivi du Mali avec 17,4 %. La Guinée et le Niger occupent la 3e et la 4e place avec respectivement 4,7 % et 4 % de la population immigrante (Institut National de la Statistique 2014).

² Les Akan situés principalement à l'est et au sud-est constituent le plus grand groupe (39 % de la population nationale), suivis des Mandé au nord-est (28 % de la population), des Voltaïques (Gur) au nord-ouest (21 % de la population) et des Krou à l'ouest et au sud-ouest (9 % de la population) (Institut National de la Statistique 2014).



forte concentration dans le district d'Abidjan et dans les régions forestières à l'ouest et au sud-ouest dédiées aux cultures agricoles (café et cacao). Dans l'ensemble, les activités des communautés organisées de migrants sont essentiellement menées dans le secteur de l'agriculture et du commerce.

Comme dans les autres régions d'Afrique de l'Ouest, les terres sont détenues conjointement par les communautés et gérées communément par les autorités traditionnelles, un héritage de la période coloniale. À l'instar d'autres pays africains, la violence liée aux migrations en Côte d'Ivoire est étroitement liée aux faibles ressources économiques, et notamment à la propriété foncière. Après l'indépendance, le gouvernement ivoirien, dans le cadre de sa politique de promotion de la migration pour soutenir le développement économique, a facilité l'accès des migrants à la terre dans les régions de l'ouest et du sud-ouest du pays, souvent sans passer par la population locale (Chauveau 2000, Boone 2014).

Alors que les opinions ouvertement nativistes étaient relativement discrètes jusqu'au début des années 1990, les effets de la récession économique consécutive à la chute des prix du cacao et du café, ainsi que la pénurie de terres due à une forte croissance démographique, ont conduit à déteinter des griefs contre les migrants.

Dans l'Ouest, le ressentiment à l'encontre des migrants a par ailleurs été renforcé par un passé de marginalisation politique du peuple Krou – un ensemble ethnolinguistique de plus petits groupes installés à l'ouest de la Côte d'Ivoire (Bété, Guéré, Kroumen, Néyo, etc.) –, et par la perception que l'État avait trop privilégié les migrants en matière d'accès aux terres (Akindès 2004, Boone 2014). En outre, l'apparente réussite économique des migrants a également suscité de l'amertume parmi les locaux.

Avec le retour aux élections multipartites en 1990 et la vive compétition politique qui s'est ensuivi, les responsables politiques ont formulé des revendications sur une base ethnique, allant jusqu'à demander le retrait de la citoyenneté aux Ivoiriens originaires du nord du pays. En 1998, la réforme foncière, qui a transféré le soutien de l'État des migrants aux communautés autochtones, a marqué un véritable tournant et déclenché une vague de violences visant à déplacer les migrants (Chauveau 2000, Mitchell 2018). La cause de la dynamique qui a conduit à l'explosion de violences dans les années 1990 est à chercher dans la présence d'inégalités horizon-

tales historiques entre autochtones et migrants, en particulier pour la propriété foncière, qui ont profondément irrité les habitants natifs de l'ouest et du sud-ouest du pays.

Les migrations et les inégalités intergroupes continuent de peser pour comprendre le conflit en Côte d'Ivoire

Une précédente étude a largement documenté la profonde influence des inégalités sur les flambées de violence nativiste dans les années 1990. Notre enquête de terrain dans quatre localités a révélé que les inégalités horizontales persistent et sont d'importants facteurs de conflit (Yao Gnabelli et al. 2019).

Pour illustrer une récente éruption de violences ayant encore des retombées aujourd'hui, nous avons analysé les événements de mars 2016 dans la région du Bounkani au nord-est de la Côte d'Ivoire (Yao Gnabelli et al. 2019) – voir l'exemple à la page suivante.

Comme le montre cet exemple, le risque de violence est particulièrement élevé lorsque des changements dans le contexte politique permettent de remettre en question les relations entre migrants et autochtones. Nous pouvons donc affirmer que le fait que l'État traite de manière inégale différents groupes de populations, notamment la population autochtone, dans un pays de migration favorise l'émergence de violence nativiste.

Ces conclusions ne se limitent pas à la Côte d'Ivoire. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont été touchés par des violences nativistes ces dernières années. Les résultats d'une étude récente conduite dans seize pays d'Afrique subsaharienne suggèrent en effet que les inégalités politiques conditionnent le lien entre la présence locale d'une communauté de migrants et une réponse violence des autochtones (Cottier 2018).

Recommandations en termes d'orientation

Notre étude invite les décideurs politiques et les acteurs à promouvoir l'inclusion politique et économique en vue de réduire le risque de conflit violent induit par l'afflux important de migrants. Le droit foncier doit notamment être reconnu et protégé de manière appropriée par l'État. Par ailleurs, une prudence particulière s'impose pendant les périodes de bouleversements et de changements au sein du gouvernement national, car ces transformations peuvent modifier les perceptions et créer une instabilité au niveau local, comme le montre l'étude de cas de la région du Bounkani.

MÉCANISME D'ÉMERGENCE DES VIOLENCES NATIVISTES – EXEMPLE DU CONFLIT DANS LA RÉGION DU BOUNKANI

Le récent conflit entre autochtones koulango et migrants lobi dans le nord-est de la Côte d'Ivoire illustre la façon dont les inégalités entre groupes ethniques restent un facteur déterminant de violence nativiste en Afrique subsaharienne. Originaire de l'actuel Burkina Faso voisin, le peuple lobi a progressivement migré vers le nord de la Côte d'Ivoire depuis le XVII^e siècle et s'est installé dans la région en accord avec les autorités traditionnelles koulango. Bien qu'au fil du temps les Lobi soient devenus majoritaires sur le plan démographique et dominant l'économie locale, le pouvoir politique au niveau local et, plus important encore, le contrôle des terres, sont restés fermement entre les mains des autorités coutumières koulango. Toutefois, les deux groupes ont soutenu les rebelles des Forces nouvelles durant la guerre civile.

Au lendemain de la guerre civile, un changement du statut relatif de chaque groupe s'est opéré, essentiellement au profit des Lobi. Sous la présidence d'Alassane Ouattara, plusieurs Lobi ont été nommés à des postes clés du gouvernement et de l'administration centrale. Alors que les griefs du peuple lobi étaient centrés sur la domination politique continue des Koulango au niveau local et sur la propriété foncière, la nouvelle volonté des Lobi de s'affirmer politiquement a suscité un profond ressentiment parmi les autochtones koulango. Les tentatives d'établir une nouvelle chefferie, dont les Koulango craignaient qu'elles n'aboutissent à une domination par les Lobi, ont clairement favorisé l'éclatement de violences durables. Alors que la flambée immédiate de violences était liée à un conflit local entre agriculteurs lobi et éleveurs peuls, la violence s'est nettement intensifiée lorsque le chef koulango local a refusé de punir les éleveurs peuls mis en cause.

Références

- Akindès, Francis. 2004. Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Série de monographies du CODESRIA.
- Boone, Christine. 2014. Property and Political Order in Africa. New York: Cambridge University Press.
- Cederman, Lars-Erik, Kristian Skrede Gleditsch et Halvard Buhaug. 2013. Inequality, Grievances, and Civil War. New York: Cambridge University Press.
- Chauveau, Jean-Pierre. 2000. « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : Les enjeux silencieux d'un coup d'État. » Politique africaine 78 : 94-125.
- Cottier, Fabien. 2018. « A Climate of Exclusion? Environmental Migration, Political Marginalization and Violence ». Thèse. Université de Genève. <https://doi.org/10.13097/archive-ouverte/unige:105073>
- Glodé, Boris, Alain Trésor Diby et Roch Yao Gnabli 2018. « Revue de presse sur les conflits locaux à caractère ethnique. » Manuscrit non publié.
- Institut National de la Statistique. 2014. Recensement de la population et de l'habitat (RGPH).
- Mitchell, Matthew I. 2011. « Insights from the Cocoa Regions in Cote d'Ivoire and Ghana: Rethinking the Migration-Conflict Nexus. » African Studies Review 54(2): 123-44.
- Mitchell, Matthew I. 2018. « Migration, sons of the soil conflict, and international relations. » International Area Studies Review 21(1): 51-67.
- Stewart, Frances. 2008. Horizontal Inequalities and Conflict. New York: Palgrave Macmillan.
- Yao Gnabli, Roch, Jean-Louis Lognon, Serge Lida Dali et Rusticot Droh. 2019. « Perceptions des inégalités horizontales en Côte d'Ivoire. » Manuscrit non publié.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Site du projet r4d Ethnic Power Relations
<https://r4d.epr.ethz.ch/>

AUTEURS

Fabien Cottier

Chercheur à l'Université de Genève.
Fabien.Cottier@unige.ch



Roch Yao Gnabli

Professeur à l'Université Houphouët-Boigny d'Abidjan et directeur du Laboratoire de sociologie économique et d'anthropologie des appartenances symboliques (LAASSE).
roch.gnabli@laasse-socio.org



Jean-Louis Lognon

Chercheur à l'Université Houphouët-Boigny d'Abidjan.
jeanlouis.lognon78@gmail.com



Sarah Bütikofer

Journaliste scientifique et politologue à l'Université de Zurich.
sarah.buetikofer@ipz.uzh.ch



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente note d'orientation est financée par le « Swiss Programme for Research on Global Issues for Development » (programme r4d). Son contenu relève entièrement de la responsabilité de ses auteurs. Le programme r4d ne partage pas nécessairement les opinions et interprétations exprimées.

ÉDITEUR



Swiss Programme for Research
on Global Issues for Development

Swiss Programme for Research on Global Issues for
Development (r4d programme) > www.r4d.ch
Wildhainweg 3, CH-3001 Berne

Octobre 2019